



Début 2016, le déséquilibre persiste sur le marché du lait et des produits laitiers

Au 1^{er} trimestre 2016, la collecte de lait de vache progresse de 1,8 % en France par rapport à la même période de l'année précédente. Depuis la suppression des quotas en avril 2015, la progression est beaucoup plus importante dans la plupart des pays de l'Union européenne, ce qui contribue sensiblement à l'excédent de produits laitiers sur les marchés internationaux. Ce surplus d'offre, dans un contexte de demande peu favorable (fermeture du marché russe, baisse de la demande chinoise...), entraîne la baisse des prix des produits laitiers sur ces marchés, ainsi que la baisse du prix du lait payé aux producteurs. Les mesures mises en place n'ont pas encore permis de rééquilibrer le marché.

En France, une hausse modérée de la collecte de lait de vache depuis le début de 2016

Sur le 1^{er} trimestre 2016, la collecte française de lait de vache atteint 6 377 millions de litres, supérieure de 1,8 % au niveau de l'année précédente et de 3,9 % au niveau moyen trimestriel des années 2010 à 2014. En mars 2016, la collecte se replie toutefois de 1 % sur un an, après les hausses de 1,9 % et 4,9 % observées respectivement en janvier et février (partiellement expliquées en février 2016 par l'existence d'un 29^e jour).

Cette diminution de 1 % en mars est en rupture avec les progressions enregistrées depuis septembre 2015. Après une collecte entre janvier et avril 2015 inférieure au niveau très élevé de 2014, l'évolution s'est inversée à partir du mois de mai. Stable pendant l'été, la collecte a redémarré à partir de septembre 2015 avec des hausses par rapport à l'année précédente oscil-

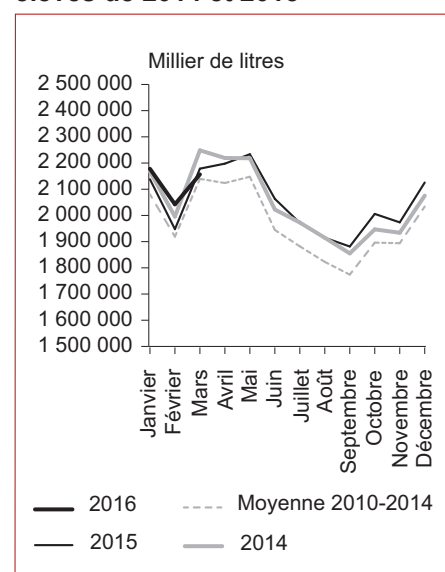
lant entre + 1,4 % en septembre et + 3,1 % en octobre. Au total, sur l'année 2015, la collecte aura été quasiment stable (+ 0,3 %). Contrastant fortement avec les hausses des pays du nord de l'Union européenne, la progression modérée observée pour la France peut en partie s'expliquer par l'existence de contrats entre les transformateurs français et les éleveurs, permettant de maîtriser les volumes produits et ainsi de tenter d'endiguer l'afflux de lait sur le marché européen.

Forte hausse de la collecte européenne début 2016

Sur les deux premiers mois de l'année 2016, la production européenne de lait s'est fortement accrue avec une hausse de 7,4 % sur un an, soit plus de deux fois la hausse observée en France (+ 3,3 %). Cette collecte supplémentaire de 1 723 milliers de tonnes représente la réalisation en deux mois de près de 50 % de la hausse de l'année 2015. Un peu

moins de la moitié de ce supplément de collecte est réalisé par deux pays :

En 2016, la collecte de lait de vache dépasse les niveaux élevés de 2014 et 2015



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

l'Allemagne (+ 392 000 tonnes) et les Pays-Bas (+ 371 000 tonnes), dont les collectes sont particulièrement dynamiques en ce début d'année 2016 (respectivement + 7,8 % et + 18,5 % sur un an).

Cette progression européenne est dans le sillage, tout en l'amplifiant, de celle enregistrée en 2015 (+ 2,5 %) qui était déjà bien supérieure à celle observée en France (+ 0,3 %). Avec la suppression effective des quotas depuis le mois d'avril 2015, la plupart des pays producteurs ont choisi d'augmenter leur production sans risque de pénalités, dans certains cas afin de compenser la forte baisse des prix. La collecte a ainsi atteint 152 170 milliers de tonnes en 2015.

L'Allemagne a été le principal pays contributeur avec 31 880 milliers de tonnes (+ 1,6 %), soit 21 % de la collecte européenne en 2015. La France reste le second producteur européen de lait avec 25 350 milliers de tonnes. Les trois pays suivants dans l'ordre décroissant de leur production en 2015 sont le Royaume-Uni avec 15 190 milliers de tonnes (+ 2,5 %), les Pays-Bas avec 10 870 milliers de tonnes (+ 6,8 %) et la Pologne avec 10 870 milliers de tonnes (+ 2,7 %). L'Italie, à l'image de la France, a limité

la hausse de sa production avec seulement + 0,7 %. De nombreux autres pays, avec des niveaux plus faibles, ont également fortement augmenté les volumes produits en 2015 : l'Irlande (+ 13,3 %), l'Espagne (+ 2 %), le Danemark (+ 3,1 %) et la Belgique (+ 7,2 %).

À l'inverse, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont enregistré une baisse de leurs productions sur la campagne en cours, insuffisante pour compenser la forte hausse observée dans l'Union européenne. Avec une collecte en progression aux États-Unis début 2016 (+ 2,3 %), l'offre mondiale de lait sur les marchés continue de s'accroître en janvier et février 2016.

Le prix du lait payé aux producteurs toujours en baisse en 2016

En mars 2016, à 309 euros/1 000 litres, le prix moyen versé aux producteurs français de lait (prix à teneur réelle, toutes qualités confondues) est inférieur de 4,5 % au prix de mars 2015, soit 14 euros de moins que l'année précédente. Après un écart de 25 euros en janvier et février, la baisse semble ralentir, mais le prix est encore faible, inférieur de près de 10 % au prix moyen 2010-2014. Fin 2014, le prix avait commencé à baisser mais était demeuré supérieur

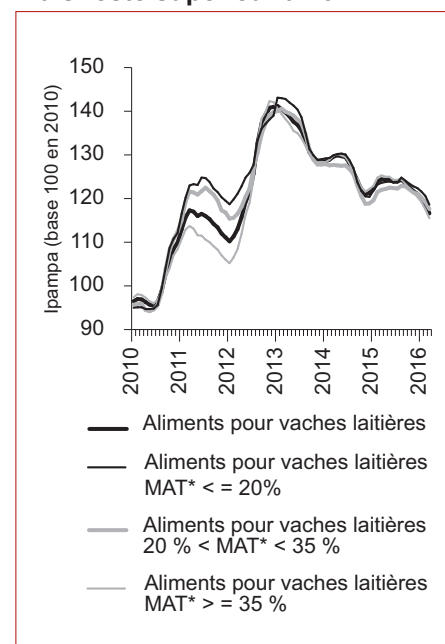
à la moyenne annuelle des quatre dernières années. En janvier 2015, la baisse s'était amplifiée (- 18 % en glissement annuel), et était restée élevée tout au long de l'année (entre - 9 % et - 17 %). Sur l'année 2015, le prix du lait avait ainsi été inférieur de 5 % au prix moyen 2010-2014.

Cette baisse de prix est toutefois plus modérée que celles observées chez certains de nos voisins européens, notamment chez ceux qui ont augmenté leur production afin de compenser le manque à gagner. C'est le cas de l'Allemagne dont les prix ont chuté de 25 % par rapport à l'année précédente pendant les neuf premiers mois de l'année 2015. La baisse des prix semble également se tasser dans ce pays depuis le début 2016.

Une baisse du coût de l'aliment, qui reste cependant inférieure à celle du prix du lait

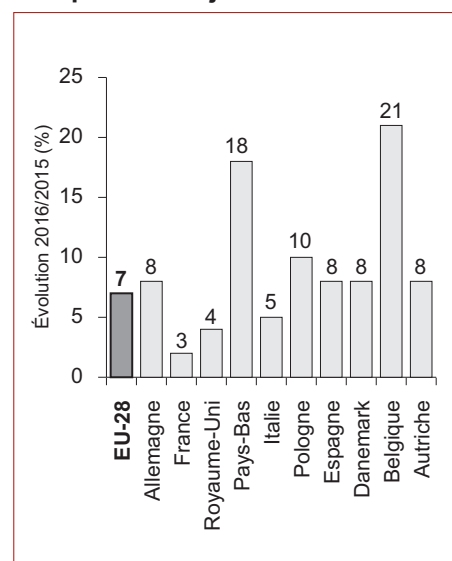
Avec un hiver 2015 particulièrement doux, les éleveurs français ont pu maintenir plus longtemps leurs vaches à l'herbe, diminuant le recours aux compléments alimentaires. De fait,

Le coût des aliments pour vaches laitières baisse en 2016 mais reste supérieur à 2012



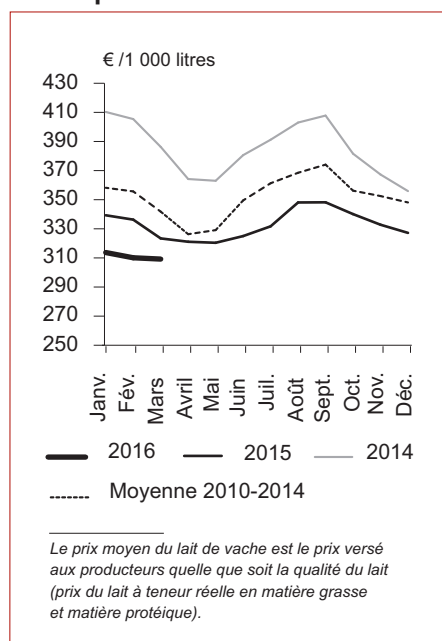
* MAT = Matière azotée totale
Source : Agreste - Indice de prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa)

La collecte progresse dans l'Union européenne en janvier-février 2016



Source : Commission européenne - European Milk Market Observatory

Le prix du lait de vache est au plus bas en 2016



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

la production d'aliments composés pour vaches laitières s'est réduite sur le dernier trimestre 2015 et la baisse s'est poursuivie début 2016 atteignant - 15 % sur un an en janvier. Sur la période d'octobre à décembre 2015, elle a été inférieure de 3 % au niveau moyen de 2010-2014. Cette moindre complémentation a toutefois affecté le taux de matière protéique du lait qui, de novembre 2015 à janvier 2016, a été inférieur à celui de l'année dernière.

Le coût des aliments pour vaches laitières se replie depuis décembre 2015 et la baisse par rapport à l'année précédente s'accroît au fil du temps : - 0,2 % en décembre 2015, - 1,8 % en janvier 2016 puis - 4,3 % en février et - 6,3 % en mars. Après les sommets atteints en 2012 et 2013, le prix des aliments s'est beaucoup réduit mais demeure élevé. En février 2016, comme au cours des mois précédents, la baisse du prix du lait est cependant plus forte que celle du prix de l'aliment, fragilisant les marges des éleveurs (« *Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage* », *Agreste Conjoncture, Coûts de production, mai 2016, n° 5/12*).

Le surplus de collecte conduit à l'augmentation des fabrications françaises de beurre et de poudre

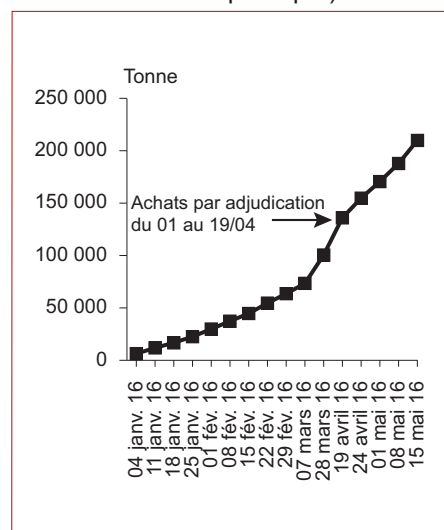
En mars 2016, les fabrications françaises de beurre et de poudre sont en progression (respectivement + 1,8 % et + 9,5 % sur un an) de même que celles de crème conditionnée, de lait conditionné et de yaourts et desserts lactés frais. Parmi les fromages, ceux à pâte molle (+ 6 %), comme le camembert ou le brie-coulommiers, ceux à pâte pressée non cuite (+ 2 %), notamment la raclette (+ 17 %), et ceux à pâte persillée (+ 3 %) progressent. Les autres fromages comme les frais ou ceux à pâte filée sont en repli (resp. - 2 % et - 15 %).

En cumul sur le 1^{er} trimestre 2016, on retrouve ces mêmes tendances à l'exception des yaourts et desserts lactés, en baisse par rapport au 1^{er} trimestre 2015. Sur cette période, les achats des ménages pour ces différents produits évoluent dans le sens inverse des fabrications avec une baisse des

achats de lait conditionné, de yaourts et desserts lactés frais, de beurre et de crème conditionnée, semblant indiquer que les produits fabriqués sont davantage destinés aux exportations qu'au marché intérieur. De fait, les exportations françaises de fromages à pâte pressée et à pâte persillée ainsi que celles de crème conditionnée et de laits conditionnés progressent au 1^{er} trimestre (respectivement + 7 %, + 4 %, + 18 % et + 12 % sur un an). Ce n'est toutefois pas le cas des fromages frais ni des yaourts et desserts lactés frais dont la baisse est sensible par rapport à 2015 (- 9 % et - 5 %).

Les fabrications françaises de poudre de lait écrémé et de beurre continuent d'augmenter malgré le manque de débouchés et les prix bas. Les transformateurs utilisent les dispositifs d'intervention publique et de stockage privé pour stocker les produits fabriqués. Ainsi, les quantités de poudres de lait offertes au stockage public au prix d'intervention (1 698 euros/tonne) se sont sensiblement accrues depuis le début de l'année 2016, atteignant au 15 mai, 33 899 tonnes pour la France, sur un total de 182 078 tonnes pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Le contingent, habituellement fixé à 109 000 tonnes, a été réévalué à 218 000 tonnes pour l'année 2016.

Forte évolution des stocks publics de poudre de lait écrémé dans l'Union européenne en 2016 (quantités offertes à l'intervention publique)



Source : Commission européenne - Milk market observatory

En revanche, les demandes d'aides au stockage privé se sont stabilisées. Pour le beurre dont le prix reste supérieur au prix d'intervention, les industriels font des demandes de stockage privé. Au 15 mai 2016, elles atteignent 15 713 tonnes pour la France et 80 210 tonnes pour l'UE dans son ensemble. Le dispositif d'aide au stockage privé de fromages a été mis en place en octobre 2015 mais la France l'a peu utilisé (2 819 tonnes sur un contingent de 20 830 tonnes jusqu'au 15 janvier 2016, puis 420 tonnes sur un contingent de 6 340 tonnes entre le 21 février et le 15 mai 2016).

Les fabrications progressent également en Europe, particulièrement pour le beurre et la poudre

Dans l'Union européenne, toutes les fabrications progressent depuis le début de l'année (à l'exception du lait concentré), notamment celles de beurre et de poudre, en hausse sensible. En cumul sur les deux premiers mois de janvier et février 2016, la production de beurre s'accroît de 10 % par rapport à 2015, la poudre de lait écrémé de 17,3 %, la poudre grasse de 22 % et les fromages de 4,8 %. Ces fabrications sont en hausse dans les pays ayant une forte production de lait, tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne. Les autres produits de grande consommation, en repli en janvier, à l'image des laits fermentés (- 2,6 %) et des laits liquides (- 1,1 %), se redressent en février. En cumul sur les deux premiers mois de l'année, la progression est de 1,3 % pour les laits fermentés et de 0,7 % pour les laits de consommation. Ces évolutions prolongent les tendances déjà observées en 2015.

Des excédents qui s'accumulent sur les marchés

Ces abondants volumes de lait et produits laitiers ont du mal à trouver preneur sur les marchés en raison de débouchés insuffisants et d'une concurrence vive entre pays producteurs. En cumul sur le premier trimestre 2016, les exportations françaises baissent pour de nombreux produits : le beurre (- 27 %), le lait écrémé en poudre (- 10 %), les autres poudres

de lait (- 7 %), les yaourts et desserts lactés (- 5 %) et les fromages (- 2 %). En revanche, elles progressent pour la poudre de lactosérum, la poudre de babeurre, les desserts lactés « longue conservation », les fromages fondus, certains fromages et les « caséines et caséinates ». Pour ce dernier produit, qui représente un faible volume, les exportations sont quasiment multipliées par deux par rapport au premier trimestre 2015. Elles sont soutenues par les achats de la Thaïlande qui représentent au 1^{er} trimestre 2016 plus de 50 % des ventes à l'étranger contre quasiment rien avant cette date.

La France, comme l'Union européenne, est pénalisée par la fermeture du marché russe, dont l'embargo devrait se prolonger jusqu'au début du mois d'août 2016. L'Algérie qui constitue un débouché important pour les produits français, notamment la poudre de lait et les desserts lactés, a également réduit ses achats par rapport à 2015. Toutefois, malgré ces baisses (- 6 % pour les poudres de lait, - 2 % pour les desserts lactés), elles restent relativement élevées. La hausse des achats de fromages se poursuit sur un marché qui reste marginal.

Après avoir considérablement freiné ses importations en 2015, notamment de poudre de lait écrémé, et contribué à l'engorgement des marchés de par son poids dans les échanges mondiaux, la Chine reprend ses achats sans que l'on sache toutefois si cette reprise sera durable ou non. En cumul sur les mois de janvier et février, les importations chinoises, toutes provenances confondues, augmentent pour tous les produits : + 25 % pour la poudre écrémée (à 51 000 tonnes), + 22 % pour la poudre grasse (à 157 000 tonnes), + 39 % pour la poudre de lactosérum (à 69 000 tonnes). Au 1^{er} trimestre 2016, les exportations françaises vers la Chine progressent par rapport au 1^{er} trimestre 2015, notamment celles de crème conditionnée (+ 80 % - cette destination concentre un tiers des ventes françaises de crème), celles de poudre de lactosérum (+ 11 %) et celles de poudres de lait (+ 15 %).

Des cours au plus bas pour la poudre de lait écrémé

Cette offre excédentaire sur les marchés internationaux a entraîné une baisse importante des prix des produits laitiers. Que ce soit pour le beurre ou la poudre, les prix sont en chute depuis les niveaux élevés de la fin 2014. La poudre de lait écrémé est la plus touchée puisque le prix français (comme le cours européen) est passé sous le prix d'intervention depuis fin janvier 2016 et n'est pas remonté au-dessus depuis. La semaine du 9 mai 2016, à 1 666 euros la tonne, le prix est inférieur de 10 % à celui observé sur la même période de 2015. Depuis quatre semaines, il s'est toutefois quasiment stabilisé.

Le prix français de la poudre grasse a, lui aussi, fortement reculé, avec un minimum atteint fin mars 2016. Au cours de la première semaine de mai, il s'établit à 1 975 euros la tonne, en retrait de 24 % par rapport à l'année dernière. Depuis la deuxième semaine de mai, il serait en légère reprise.

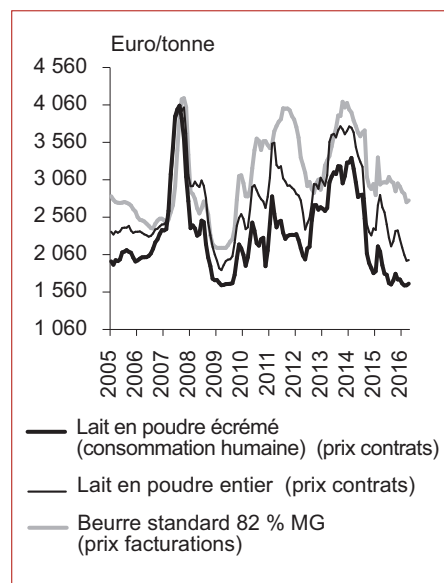
Pour le beurre, la situation continue de se détériorer avec un prix toujours en repli. En avril et en mai, le prix a diminué de 8 % en glissement annuel.

Le recul le plus fort est enregistré en février 2016 avec - 15 % sur un an, le prix en février 2015 ayant été relativement élevé. Début mai, à 2 585 euros la tonne, le prix français est inférieur de 18 % au niveau de 2015 et de 12 % au prix observé il y a un mois. Une légère reprise serait observée lors de la deuxième semaine de mai. Une remontée des cours des produits laitiers pourrait se dessiner avec la baisse saisonnière de la collecte.

Le stockage public et les aides au stockage privé ne suffisent pas à la reprise des cours

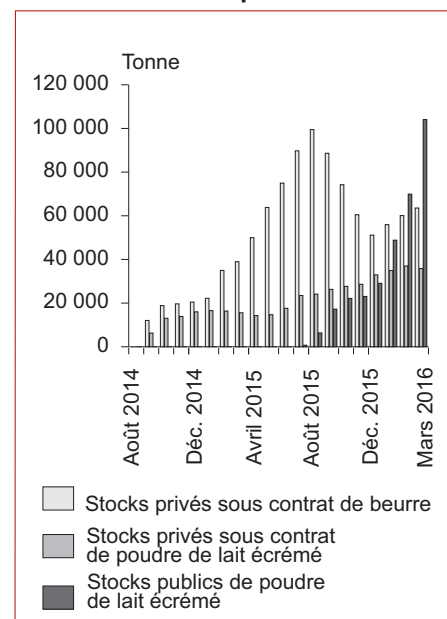
Dès 2014, la commission européenne a activé les dispositifs d'intervention avec la mise en place des aides au stockage privé pour la poudre de lait écrémé, le beurre et le fromage et a prolongé la période ouverte à l'intervention publique pour la poudre de lait écrémé. Ces mesures n'ont toutefois pas suffi à faire remonter les cours. En effet, en dépit d'un stockage visant à limiter l'afflux de produits laitiers sur les marchés, les prix ont poursuivi leur baisse. Dès l'été 2015, le mécanisme de stockage public a été utilisé pour la poudre de lait écrémé, dont le niveau de prix était descendu sous le prix d'intervention. En avril 2016, le contingent

Le prix français des produits industriels en forte diminution depuis 2014



Source : FranceAgriMer/ATLA

Beaucoup de stockage de beurre et de poudre de lait écrémé dans l'Union européenne



Source : Commission européenne - Milk market observatory

de quantités achetées à prix fixe au niveau européen a été doublé, passant à 218 000 tonnes pour la poudre de lait écrémé et à 100 000 tonnes pour le beurre.

Malgré l'utilisation massive du dispositif par les transformateurs, la situation continue de se dégrader. En effet, des investissements de production avaient

été réalisés dans la perspective de l'expiration des quotas laitiers le 31 mars 2015 et de prévisions positives sur le marché mondial. La baisse de la demande, notamment chinoise, et la fermeture du marché russe, ont accentué le déséquilibre du marché, lié à l'accroissement de l'offre européenne. Depuis le 12 avril, un nouveau règlement autorise temporairement les

organisations de producteurs à prendre des accords volontaires en vue de maîtriser la production pour une période de six mois. En fonction du nombre d'accords conclus et des volumes concernés, et avec la baisse saisonnière de la collecte, la stabilisation de la production pourrait aider à rééquilibrer le marché du lait et des produits laitiers.

Sources et définitions

- L'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer et le service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers.
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur.
- La Commission européenne pour les données de prix du lait et de quantités fabriquées dans les États membres.
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

■ Calcul du prix du lait de vache

Le prix à teneurs réelles est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée.

Les prix moyens diffusés prennent en compte tous les types de laits : lait non bio et non AOP, lait bio, lait pour productions AOP. Le prix moyen est une moyenne des prix individuels (prix des répondants et prix estimés des non répondants) pondérés par leur collecte.

■ Révision des séries de prix

À compter de mai 2016, le prix des laiteries non répondantes à l'enquête est estimé à partir du prix des laiteries répondantes du même département, pour le même type de lait (lait non bio/lait bio ; lait pour production non AOP/lait pour production AOP dans les départements de Franche Comté et des Savoies). Auparavant, le prix des non répondants était estimé à partir du prix moyen de l'ensemble des répondants.

L'amélioration de la procédure d'estimation des non répondants conduit à une légère révision à la hausse des estimations les plus récentes de prix, du fait de la meilleure prise en compte du prix du lait pour production AOP. Le prix du lait standard est ainsi rehaussé de + 5 euros en moyenne pour 1 000 litres en 2015 (soit + 1,7 %) et de + 2,6 euros en moyenne en 2014 (soit + 0,7 %). Le prix du lait à teneurs réelles est rehaussé de + 2,7 euros pour 1 000 litres en moyenne en 2015 (soit + 0,8 %) - avec un maximum de + 5,3 euros pour 1 000 litres pour le mois de décembre 2015 (soit + 1,6 %) - et reste quasiment inchangé en 2014.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur le lait sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries chiffrées

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Tableau de bord - indicateurs filières d'élevage, n° 5/12, mai 2016
- « 2015, de la dérégulation... aux désordres des marchés en 2016 », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 465, février 2016
- « Lait en Europe du Nord - Forces, faiblesses et potentiels en 2020 », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 462, novembre 2015
- « Lait en Europe du Nord - De grands écarts entre pays mais pas de gagnant sur toutes les lignes », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 460, septembre 2015
- « Enquête annuelle laitière 2014 – La collecte de lait de vache à son plus haut niveau depuis 20 ans », Agreste Primeurs n° 329, novembre 2015
- « La collecte de lait de vache marque le pas en mars 2016 », Agreste Infos rapides Lait n° 5/11, mai 2016
- « Forte baisse des prix des produits laitiers en 2015 », Agreste Synthèses n° 2015/276, septembre 2015

Résultats définitifs 2014 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/enquete-annuelle-laitiere/>



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédactrice : Géraldine Martin-Houssart

Composition : SSP-ANCD

Dépot légal : À parution

© Agreste 2016

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr